



99 bis Avenue du Général Leclerc – 75014 PARIS

Site : <http://www.sitecommunistes.org>

Hebdo : [hebdo@sitecommunistes.org](mailto:hebdo@sitecommunistes.org)

E'mail : [communistes@sitecommunistes.org](mailto:communistes@sitecommunistes.org)

14/05/2023

## ***Rapport au Comité National 13 mai 2023***

Depuis 4 mois, les 13 journées de manifestations à l'appel de l'intersyndicale ont mobilisé entre 1 et 3 millions de salariés, de chômeurs, de jeunes, de retraités avec un nombre de manifestants particulièrement élevé dans les petites et moyennes villes.

Les grèves reconductibles se sont poursuivies dans des secteurs stratégiques, raffineries, industries gazières et électriques, centres d'incinération des déchets, les éboueurs, malgré les répressions contre les grévistes réquisitions et poursuites au tribunal. Des actions ont eu lieu tous les jours sur tout le territoire

Depuis plusieurs décennies, jamais un gouvernement n'a fait face à un tel niveau d'opposition, de rejet. Les manifestations spontanées ont rompu avec les journées de grève conditionnées par le calendrier parlementaire.

La colère continue de s'exprimer loin de se cantonner à la seule question des retraites, mais, de plus en plus s'immisce sur le terrain des salaires. Ces dernières semaines, les luttes dures pour les salaires se sont multipliées. Une dynamique qui a déjà permis localement d'arracher des victoires importantes,

Le 1<sup>er</sup> mai a été impressionnant 2,3 millions de manifestants...c'est le signe d'une colère qui ne s'altère pas, d'une détermination à ne pas tourner la page d'une réforme rejetée qui ne faiblit pas. Il y a toujours 94% des actifs opposés à la réforme et 65% de la population pour un blocage de l'économie. Le mot d'ordre n'a pas changé, *ni pause, ni compromis : la lutte jusqu'au retrait*. 75% de mécontent contre Macron, 45% de très mécontents haine et détestation de Macron, un rejet épidermique et viscéral s'encre pour 1 français sur deux.

L'intersyndicale propose seulement une 14<sup>ème</sup> mobilisation le 6 juin, en fonction du calendrier parlementaire et du tempo fixé par Macron et son gouvernement et accepte « le dialogue social » avec Matignon.

### ***Le « dialogue social » est une impasse,***

Dans sa lettre aux députés et au sénat l'intersyndicale écrit : « *Il ne s'agit pas seulement d'empêcher la mise en place d'un dispositif injuste, il s'agit également de redonner à la population, confiance dans la réalité et la vigueur de sa démocratie et de maintenir une cohésion sociale menacée* ». Une intersyndicale qui parle aujourd'hui de "démocratie représentative", de "démocratie sociale", de partenariat social, de médiation, oubliant complètement le combat contre le système capitaliste et ses serviteurs, un discours de nature à ne porter aucun coup décisif contre le capital alors que la lutte avait franchi un pas après le passage en force de la réforme par le 49.3, les décisions du Conseil Constitutionnel et la promulgation de la loi 5mn après la délibération du conseil constitutionnel

Les luttes rassemblent bien au-delà du rejet de la réforme. Il s'agit de planifier et d'impulser une stratégie d'affrontement pour un rapport de force supérieur en appelant à une riposte d'ampleur contre le projet de réforme des retraites voulue par le capital avec la réalisation d'une solide convergence des travailleurs, de la jeunesse et des retraités pour la défense du droit à la retraite, pour les salaires et contre la vie chère, pour les services publics, pour les droits démocratiques, pour la paix et le rejet du budget militaire qui explose!

Nous le soulignons dans le texte préparatoire, les travailleurs pour mener leur combat contre le capitalisme et le pouvoir qui le sert ont absolument besoin d'un syndicat de lutte de classe qui les aide à organiser ce combat. Un syndicat qui appelle à la lutte sans compromis contre le capital. L'unité des syndicats, pour développer les luttes et les faire converger pour stopper la casse de Macron et du capital, c'est oui, mais pour cautionner sa politique c'est non. Cette une des questions débattues dans nos réunions.

Nous soutenons toutes les initiatives de luttes mais nous savons que cela ne saurait suffire, il faut en même temps mener la bataille politique contre le capitalisme, appeler au changement révolutionnaire de la société visant à abattre le système d'exploitation capitaliste.

## ***Emmanuel Macron défend un projet de société bien précis, celui du capitalisme.***

Pour le chef de l'Etat, la réindustrialisation répond aux défis de la France d'aujourd'hui pour replacer la France dans la concurrence mondiale. Il explique sa feuille de route d'ici à 2027. Comme l'écrit Challenges : « Avec une obsession: *"réformer plus vite, plus fort"*. » a dit Macron dans son interview. Il appelle aussi l'Union européenne à faire *"une pause réglementaire"* en matière de normes environnementales ou la mise en place de *"procédures hypersimplifiées"* pour *"diviser par deux les délais"* d'une nouvelle implantation industrielle en France, neuf mois *"maximum"*. La banque des territoires (une des directions de la Caisse des dépôts) va investir un milliard d'euros afin de *"dépolluer"* des friches et les mettre à disposition pour de futurs projets. On est loin du pollueur payeur... Pas d'obstacles et liberté totale d'exploiter pour les multinationales.

B. Le Maire annonce la couleur « plusieurs milliards d'économies » pour le budget 2024. Le ministre de l'économie réaffirme l'objectif de réduire le taux de dépenses publiques à 54 % du PIB en 2027. Dans le viseur, pour y parvenir, les dépenses sociales et pour maintenir, développer les profits dans une concurrence capitaliste mondiale exacerbée, c'est le prix de la force de travail qui est en jeu. De la main d'œuvre la moins cher possible. Tout s'achète et tout se vend, y compris la force de travail des salariés sur le marché du travail. « *La tendance générale de la production capitaliste n'est pas d'élever le niveau moyen des salaires mais de l'abaisser, c'est à dire de ramener, plus ou moins, la valeur du travail à sa limite la plus basse* écrivait K. Marx dans « salaires prix et profit ».

## ***Une partie de la force de travail tend vers la gratuité pour les employeurs<sup>(1)</sup>.***

Après avoir développé l'apprentissage, puis acté cet automne la baisse de la durée d'assurance chômage, le gouvernement n'en a pas fini avec les publics exclus du monde du travail.

### **Quinze à vingt heures d'activités hebdomadaires obligatoires :**

Le revenu de solidarité active (RSA) a sa création en 1988 (RMI) était d'accorder un socle minimum aux personnes sans ressources afin de lutter contre la pauvreté.

Le gouvernement franchit un cap supplémentaire en conditionnant l'octroi de cette allocation à des heures d'activité : un travail gratuit, Emmanuel Macron considère que les bénéficiaires de prestations sociales « *ont des droits mais aussi des devoirs, à commencer par celui de travailler* ». Mais suffit-il de manier le bâton pour que les personnes éloignées de l'emploi reviennent sur le chemin du travail ? La réinsertion suppose un accompagnement spécifique. Dans 17 territoires, le RSA va être conditionné à la réalisation de 15 à 20 heures d'activité par semaine, avant une généralisation en 2024. Un cran supplémentaire dans l'injonction à l'emploi faite aux allocataires de ce minimum social au montant toujours très faible.

L'association ATD Quart Monde, reste favorable, comme les autres associations de lutte contre la pauvreté, à un revenu minimal inconditionnel. Aujourd'hui, le RSA constitue un socle de revenus pour 1,8 million de foyers, soit près de 4 millions de personnes avec les conjoints et enfants, une allocation dont le montant reste très insuffisant pour vivre : de 607 euros pour une personne seule<sup>(2)</sup>

Qu'importe pour Macron c'est une dépense publique de 15 milliards d'euros (prime d'activité et accompagnement compris) un budget qu'il faut raboter.

## ***Nous soulignons dans le texte préparatoire de porter une attention particulière à la jeunesse***

Les aspirations de la jeunesse sont violemment percutées par les politiques antisociales du capital et de son gouvernement. Elle vit la précarité, l'exploitation, La jeunesse se sent « *sacrifiée* ». Les jeunes salariés, apprentis, stagiaire et en recherche d'emploi souffrent, pour la plupart des mêmes maux : 20% sont pauvres, 13% ne sont ni en emploi ni en formation.

*Emmanuel Macron a annoncé « une révolution complète du lycée professionnel », basée notamment sur une augmentation du temps de stage et une réduction des volumes d'enseignements généraux et « adapter aux besoins du marché du travail et des élèves, nos formations ».*

Les lycées professionnels, seront un vivier des employeurs, augmentant d'au moins 50 % les temps de stage en fait, en connectant les lycées professionnels aux besoins des entreprises. C'est l'un des grands objectifs de la réforme de cette voie d'apprentissage, l'offre de formation, en fonction des territoires, des métiers en tension et des secteurs en développement, les stages en cours d'études seront rémunérés, dès la rentrée prochaine, aux frais de l'Etat (à raison de 50 à 100 euros la semaine). Les entreprises vont mettre un pied dans les établissements en préconisant, l'ouverture de "bureaux des entreprises" dans chaque lycée, le recrutement d'intervenants extérieurs sous le statut de "professeurs associés", ou encore la généralisation du mentorat. (Je vous invite à lire l'article sur le site).

Le placement de la ministre déléguée chargée de l'enseignement et de la formation professionnelle, Carole Grandjean sous la double tutelle d'Olivier Dussopt, ministre du Travail, et de Pap Ndiaye, à la tête du portefeuille

de l'Education en dit long sur cette orientation. Si le chef de l'Etat vante les mérites de l'apprentissage comme tremplin vers le plein-emploi, la Cour des comptes, elle dresse un bilan en demi-teinte. Dans un rapport publié en juin sur la formation en alternance, celle-ci pointe des « *taux de rupture de contrats d'apprentissage particulièrement élevés* » en général, et notamment dans la filière pro (39 % pour les CAP, 32 % pour le bac pro). Les jeunes sont nombreux, ils représentent une force colossale pour renverser la table. Ils entrent dans l'action, participent aux manifestations des salariés, Les manifestations pour les libertés et l'environnement sont pour eux des sujets particulièrement sensibles puisqu'il s'agit de leur avenir.

### ***La situation sociale se dégrade pour des millions de salariés qui ne peuvent plus joindre les deux bouts<sup>(3)</sup>***

La dégradation du niveau de vie des français s'accélère, mais pour le pouvoir pas question d'augmenter les salaires, les bourses, les indemnités chômage, le RSA, les pensions et de les indexer sur les prix. La lutte des classes s'intensifie autour de la question des salaires de l'emploi et du temps de travail.

Un projet de loi sur le partage de la valeur doit être examiné par les parlementaires avant l'été Derrière cette expression se cache une volonté de développer la logique des primes au détriment des hausses de salaire et l'association capital/travail

Emmanuel Macron et le ministre de l'Economie et des finances Bruno Le Maire se sont prononcés contre une indexation des salaires sur l'inflation au motif que cela risquait d'entretenir la hausse des prix et de détruire, à terme, des emplois. Le Maire dit *ne pas vouloir indexer les traitements de la fonction publique car cela risquerait de nourrir plus d'inflation*

Au menu du projet de loi figureront donc les mécanismes de participation, d'intéressement et la plus récente prime « *pour le partage de la valeur* » (PPV) qui s'étendra aux entreprises de moins de 50 salariés . L'entrée en vigueur de cette loi est pour l'instant prévue à ...2025 et il faut la réalisation d'un bénéfice net fiscal positif 'et non bénéfice comptable au moins égal à 1 % du chiffre d'affaires pendant trois années consécutives, condition que respectent 17 500 entreprises sur les 130 000... Les salariés ne sont pas prêts de voir la couleur de l'argent. De plus l'employeur, choisira arbitrairement le montant distribué, pas de règle de calcul définies, pas de négociations collectives. Aucun seuil du montant n'est fixé, une entreprise pourrait répondre à son obligation en se satisfaisant du versement d'une prime d'un euro à chacun de ces salariés.

### ***Le salaire est le grand absent de la réforme***

En résumé, ce que certains salariés gagneront d'un côté en pouvoir d'achat immédiat avec cette prime, ils le perdront de l'autre côté en salaires, mais aussi en droits sociaux. Un jeu de dupes, car les revenus extra-salariaux ne donnent pas droit à la retraite ou au chômage, les primes, tout comme la participation et l'intéressement sont exonérés partiellement ou totalement de cotisations, leur utilisation massive crée un déficit de recettes pour la Sécurité sociale et les différents régimes sociaux ...

Les grèves et les mobilisations peuvent faire bouger le rapport de force, c'est ce que craint le gouvernement et le capital, la répression est à la mesure de leur fébrilité. Le gouvernement est inquiet on a vu Macron lors de la coupe de France faire profil très bas, ainsi qu'aux commémorations du 8 mai 1945 ou le défilé sur les Champs-Élysées était sous haute surveillance, sans public, du fait des arrêtés d'interdiction pris pour empêcher toute contestation. Même situation lors de l'hommage de l'après-midi à Jean Moulin, au Mémorial de l'ancienne prison de Montluc. Malgré les interdictions de rassemblement à proximité du lieu, 5.000 manifestants se sont retrouvés pour manifester contre le gouvernement. Ce n'était pas prévu mais ce gros cortège à rappeler à Macron que la France a de la mémoire et ne le laissera pas détruire l'héritage de la résistance. Une mobilisation dont la répression, à coup de lacrymogène et interpellations de manifestants, confirme à nouveau: l'énorme crise en cours pour Macron et la continuité de la colère en bas.

La prise de conscience de plusieurs millions de manifestants que seule la lutte permettra des conquêtes sociales a progressé. L'idée que seules les luttes qui attaquent le capital et ses profits permettra de le faire reculer gagne du terrain, la responsabilité du capitalisme commence à être posée, la lutte de classe se pose avec plus d'acuité.

### ***Le capital s'appuie sur les forces politiques qui servent ses intérêts.***

Un récent sondage donne Le Pen élue au second tour devant Macron, 51% des "France Insoumise" votant pour elle au second tour ! Le Pen tente de capitaliser sur la colère contre Macron et sa réforme des retraites en vue des prochaines échéances électorales, Son programme est réactionnaire, au service du capital et contraire aux intérêts des travailleurs, elle n'est en rien une alliée des classes populaires. Le 1<sup>er</sup> mai au Havre, elle déclare que « *Borne et Macron ne maîtrisent plus rien* », que « *c'est mal géré* » à aucun moment, elle ne dit que Macron mène la politique dictée par le patronat et que l'inflation est une mine d'or pour les capitalistes.

Marine Le Pen construit l'alternance orchestrer par le capital, leur but est de permettre, en France, une opération « à l'italienne » comme celle qui a donné le pouvoir à Melloni. C'est le cas en Suède, en Finlande, en Pologne ou en Hongrie. C'est en préparation en Espagne aussi.

Aucun ne s'attaque au système d'exploitation capitaliste. LREM, LR, le RN, Reconquête sont au service du capitalisme; d'autres, le PS, EELV, LFI, Le PCF, ne touchent pas au système capitaliste. André Gérin ancien député et maire PCF de Vénissieux trouve que : « *le 8 mai n'est pas un jour opportun pour manifester* »... « *la commémoration de Jean Moulin doit être un moment de réconciliation de la France* » La France heureuse quoi ! comme dit Roussel.

Aucun n'identifie le capitalisme comme étant la cause unique des difficultés et par conséquent aucun ne propose de mener la lutte politique pour construire une autre société débarrassée du capitalisme.

### **Le capital doit aller plus loin et plus vite dans la course au profit.**

Macron est au pouvoir pour accélérer cette mise en œuvre de la politique du capital. Les quarante entreprises du CAC 40 ont distribué le montant record de 80,1 milliards d'euros à leurs actionnaires en 2022, en dividendes ou rachats d'actions. Les dividendes distribués par l'ensemble des entreprises sont estimés à 320 milliards d'euros, (Budget de la France 436,5 milliards d'euros).

Selon la Banque centrale européenne (BCE), les marges bénéficiaires des entreprises européennes ont alimenté l'inflation. Certaines entreprises ont augmenté leurs prix, parfois plus que leurs coûts. Au détriment des salariés et des consommateurs. C'est ainsi que :

\*TotalEnergies en 2022, le pétrolier a affiché un bénéfice de 20,5 milliards de dollars, record historique ! En 2021, il avait déjà affiché un résultat net de 16 milliards de dollars. C'est l'équivalent d'un peu plus de la moitié des allocations chômage en France. TotalEnergies n'est pas un cas isolé : les bénéfices des majors pétrolières ExxonMobil, BP ou Shell enregistrent les mêmes variations.

\*Engie. ex Gaz-de-France a, elle, engrangé 5,2 milliards d'euros en 2022 contre 2,5 milliards d'euros.

\*Le transporteur marseillais de conteneurs CMA-CGM, son bénéfice s'élève à 24,9 milliards de dollars en 2022. 17,9 milliards engrangés en 2021 en 2021.

\*Le chiffre d'affaires des 16 plus grands constructeurs automobile est de 1868 milliards de chiffres d'affaires, +18% en 1 an. Le bénéfice d'exploitation est de 156,7 milliards +15,7% (Renault + 58,5 Stellantis 31,7%) alors que les ventes reculent de 2,7%. Une politique au service des multinationales et Lemaire dit rétablir les équilibres des finances publiques et faire en sorte « *que les gens qui bossent, qui tiennent le pays, qui font la croissance, qui font que le pays s'en sort, soient mieux rémunérés et s'en sortent mieux* ».

La loi fondamentale du capitalisme c'est la recherche permanente du profit maximum il ne recule devant rien pour y arriver tous les moyens sont bons. Les peuples ne se laissent pas faire

Allemagne, France, Royaume-Uni, Canada, Portugal, en Espagne, en Grèce.. Dans plusieurs pays d'Europe et du monde une vague de grèves se développent.

L'Europe n'a pas connu un tel scénario de grandes grèves simultanées dans plusieurs pays depuis au moins une décennie,

### **Le gouvernement conduit une politique de combat contre les salariés.**

La priorité du gouvernement est de renforcer encore le contrôle de l'espace public et les capacités de répression, à tous les niveaux. Macron a besoin de sa police pour réprimer les mouvements sociaux. Face à de potentielles explosions de colère face à l'inflation et aux conséquences des attaques du gouvernement sur l'assurance-chômage ou la réforme des retraites, la casse des services publics, la dégradation du système de santé, il renforce son bras armé. Il prépare la casse du droit de grève pour museler le mouvement social, à droite Les Républicains mercredi 10 mai, ont déposée une proposition de loi sur le bureau de l'Assemblée nationale Intitulée « *Mettre fin à l'occupation illicite des locaux universitaires* », elle vise à faire un délit de la pratique étudiante d'occuper son lieu d'étude.

Le gouvernement répond aux manifestations par des mesures répressives, la colère s'étend. La lutte des classes est de retour pour ceux qui pensaient l'avoir enterré. Autre projet sous prétexte de protéger les internautes contre les fraudes et harcèlements, les fournisseurs d'accès à internet seront mis à contribution pour créer des listes noires et empêcher l'accès à des sites dont le « *blocage des médias de propagande* »

L'organisation de grands événements, comme les JO ou les Coupes du monde, va aussi permettre de déployer des mesures sécuritaires et des outils de surveillance technologique comme la vidéo-surveillance et la reconnaissance faciale, l'utilisation des drones...

La France vient d'être épinglée et critiquée à l'ONU lors de l'examen de la situation des droits de l'homme sur la répression, le Liechtenstein a même demandé une enquête indépendante sur les excès de la répression, des

interventions ont été exprimées sur les droits des immigrés, la France a été également épinglé sur les droits des femmes.

## ***Le Parti Révolutionnaire est une nécessité pour combattre la politique du capital et le changement de société.***

Le texte préparatoire au Congrès montre cette exploitation du travail salarié en France, dans une concurrence mondiale exacerbée ou la lutte des classes s'intensifie autour du salaire, de l'emploi, du temps de travail. Le rôle des syndicats des partis politique, le rôle de notre parti dans les luttes et pour changer de politique. Il s'agit aussi de montrer pourquoi cette situation, la fin de l'URSS, le système capitaliste qui domine le monde, le rôle des états et des grandes organisations internationales pour assurer ce système. Comment ce système capitaliste est passé au stade suprême de l'impérialisme. Comment les alliances se font et se défont en fonction des intérêts de chacun. Et comment chacun s'arme pour défendre ces mêmes intérêts. Donc comment la paix et le désarmement sont des enjeux de classe. Nous avons créé Communistes pour mener le combat contre le capitalisme et c'est ce combat que nous voulons poursuivre, en lien avec les forces révolutionnaires internationales, en portant une attention particulière à la jeunesse, à notre organisation, son financement en portant la vraie question celle du combat contre le capitalisme et son renversement. Notre congrès se déroule à un moment où la situation économique et politique soulève d'énormes questions, plus nombreux sont celles et ceux qui sont à la recherche d'une solution qui réponde à leurs préoccupations.

Notre expérience de parti révolutionnaire est riche d'enseignements. Mesurons bien le chemin accompli, mesurons également l'utilité de notre action politique. Que serait la situation politique aujourd'hui sans notre présence ?

Des dizaines de milliers de tracts, de journaux sont distribués régulièrement, nos rencontres aux portes des entreprises avec les travailleurs, notre présence, notre soutien à toutes les luttes sociales nationales et internationales, nos actions dans les quartiers partout où nous sommes présents, nos réunions dans les départements... tout ce travail contribue à développer et renforcer le mouvement révolutionnaire.

Notre congrès sera le moment de faire le bilan de cette activité mais aussi et surtout un moment fort de débats sur notre déploiement partout. Nous devons veiller à ce que tous les adhérents à nos assemblées préparent le congrès, voir à reprendre contact avec certains camarades pour les inviter. La préparation passe aussi par un plan de travail dans chaque département. Des réunions ont eu lieu dans les départements, la question de la formation des adhérents est venue dans les discussions, nous aurons à mettre l'accent au Congrès et après sur cette question.

Nous aurons à lever les obstacles à la participation maximum des adhérents au Congrès, transport, hébergements : des chambres sont réservées sur le lieu du Congrès. Pour le 16 juin. L'accueil se fera à 18h00. Les organisations auront aussi à faire leurs propositions pour le futur CN.

Voilà chers camarades ce que j'étais chargé de vous transmettre, il y a je crois, de quoi débattre, c'est pourquoi je vous laisse la parole sans plus tarder.

(1) *"Contrat d'engagement"* à destination des personnes sans emploi, ni formation, âgées de 16 à 25 ans, pour une allocation mensuelle de 497 euros maximum.

\* Embaucher un apprenti est devenu « *gratuit ou presque* » 1 million chaque année 13 milliards versés aux entreprises.

\* Deux tiers des créations d'entreprises sont en réalité des micro-entreprises (auto-entrepreneurs). Leur revenu moyen était de 560 euros par mois en 2019, la moitié touchant moins de 330 euros !

\* Les emplois sont de plus en plus précaires et ceux qui doivent jongler entre des contrats courts ou à temps partiel et des périodes de chômage sont de plus en plus nombreux.

\* L'Ubérisation du travail prospère sans entrave pour seulement en moyenne 590 euros par mois ...

(2) L'insertion professionnelle se heurte à de nombreux obstacles : absence de qualifications, illettrisme, problèmes de santé, handicap manque de solutions de garde, de logement.

Les emplois à pourvoir sont soit qualifiés soit correspondent à des conditions de travail difficiles.

Selon la Drees, le service statistique du ministère des Solidarités et de la Santé, 58 % des bénéficiaires du RSA déclaraient au moins une maladie chronique en 2018 et 28 % se disaient limités dans leurs activités à cause d'un problème de santé.

En Seine-Saint-Denis, 44 % des bénéficiaires du RSA le sont depuis plus de cinq ans. Le taux de retour à l'emploi est évalué à 7 %

(3) En 2022, le salaire mensuel de base des Français a diminué de 3%, (indication du ministère du travail). Ce qui n'était pas arrivé depuis plus de 20 ans. L'Observatoire Français des Conjonctures Economiques (OFCE) prévoit qu'en 2023 cette dégradation s'aggravera en raison de la baisse du salaire réel dû à l'inflation.

\* 42% des Français les plus pauvres ont supprimé un repas, faute de moyens. Restriction qui concerne tous les profils : les précaires, comme les étudiants, les retraités, les mères isolées.

\* Le nombre de bénéficiaires des aides du Secours Populaire, des Restos du Cœur a augmenté de plus de 22% en un an.

\*Dans le bâtiment on a -30% de permis de construire et -13% de mises en chantier.

\*L'inflation atteint 17% sur les produits alimentaires, du jamais vu, contraignant de plus en plus de personnes à se serrer la ceinture.

\*En 2019, 56 % des salariés embauchés dans une entreprise de plus de 1 000 salariés avaient reçu une prime d'intéressement, contre 8,4 % dans les entreprises comprises entre 10 et 50 salariés, selon les chiffres du ministère